De la prise du pouvoir par le PCC à la révolution culturelle

Article précédent : De l’écrasement de la deuxième révolution (1927) à la victoire de la troisième (1949)

L’ « alliance des quatre classes » et la « révolution par étapes »

Les années qui suivirent la prise de pouvoir par le Parti communiste chinois (PCC) en 1949 furent d’abord marquées par la théorie de la « révolution par étapes » qui supposait une alliance avec la bourgeoisie et le maintien du système capitaliste. Cette alliance était non seulement soutenue, mais même préconisée par la bureaucratie stalinienne de Moscou. Celle-ci, comme la direction du PCC, laquelle était composée avant tout d’intellectuels petits-bourgeois et de cadres militaires issus de la paysannerie, se montrait toujours effrayée à l’idée que les masses puissent échapper à son contrôle et la chasser. En outre, dans le nouveau partage du monde issu de Yalta, la bureaucratie d’URSS, pour assurer sa domination sur sa zone, tenait à rassurer les puissances impérialistes en freinant le développement de la révolution en Chine. Aussi, bien loin de favoriser la constitution de comités démocratiquement élus d’ouvriers, de paysans pauvres et de soldats, le nouveau pouvoir assit-il sa domination sur une Assemblée constituante de type bourgeois. De fait, les réels acquis de la révolution menée par le PCC, qui s’avéra ainsi le seul parti nationaliste-progressiste conséquent, furent ceux d’une révolution bourgeoise : la loi sur le mariage (1950) rompait avec des pratiques patriarcales qui plaçaient la femme dans un statut de soumission. Le mariage forcé des enfants, la prostitution des filles furent désormais interdits, ainsi que l’infanticide. Le droit de vote des femmes, le droit au divorce et le droit au remariage furent reconnus.

En revanche, pour obtenir le soutien de la bourgeoisie commerciale et industrielle, le PCC, dont la base sociale était la petite-bourgeoisie nationaliste et la paysannerie, étouffa systématiquement les revendications ouvrières, au besoin par des campagnes d’épuration dans le parti et les syndicats. Il ne manqua pas non plus, au cours de cette période, de pourchasser, de persécuter et d’éliminer physiquement les trotskystes chinois, qui combattaient sur la ligne du marxisme et du bolchevisme authentiques (dictature du prolétariat appuyé par la paysannerie pauvre), pour la constitution de conseils à tous les niveaux et pour la révolution permanente (notamment pour l’expropriation des capitalistes). La bureaucratie du PCC liquida ses opposants en inaugurant le phénomène concentrationnaire chinois : en 1951, 10 millions de personnes furent envoyées en « rééducation par le travail », après avoir subi l’épreuve

de la « réforme de la pensée ».

La réforme agraire

Le PCC mit en place, à partir de juin 1950, une réforme agraire qui transféra en deux ans, sans indemnité, la moitié de l'espace cultivé des anciens propriétaires (non exploitants) aux paysans petits et moyens. C'est avant tout en raison de son caractère bureaucratique que cette réforme, menée par en haut, fit environ dix millions de victimes ; de plus, si elle améliora indéniablement les conditions de vie des paysans pauvres, ces derniers ne disposaient que de tout petits lopins, de moins d'un hectare en moyenne. Il demeurait en revanche des paysans suffisamment riches (notamment parmi les cadre du parti) pour voir leur lopin s'accroître, de sorte que se creusèrent à nouveau de profondes inégalités dans le monde paysan.

Le virage « à gauche » de 52-53

Le retournement de la ligne d'alliance avec la bourgeoisie proprement dite (la grande et la moyenne bourgeoisie, composée des propriétaires terriens, des gros marchands et des industriels, catégories unies les unes aux autres par des liens souvent familiaux et, quoi qu'il en soit, de classe) s'explique par la conjonction de facteurs extérieurs et intérieurs : en 1950 éclata la guerre de Corée et l'impérialisme américain menaça d'écraser le nouvel État indépendant qui avait chassé les puissances impérialistes et échappait donc à sa sphère d'influence. À l'intérieur même de la Chine, la vieille bourgeoisie reprenait de la vigueur — aidée en cela par le soutien, notamment financier, que lui procuraient le régime de Tchang-Kaï-Tchek depuis Formose (Taïwan) et l'impérialisme américain — et représentait une menace contre-révolutionnaire directe pour les acquis de la révolution nationale et pour les dirigeants du parti.

C'est pourquoi eut lieu un brutal virage « à gauche », à la ville comme à la campagne : l'étatisation des moyens de production industriels et la planification furent généralisées. À la fin de 1949, près de 3 000 entreprises, rassemblant 750 000 ouvriers, étaient certes déjà aux mains de l'État. Mais c'est en fait dès 1945, sous le régime de Tchang-Kaï-Tchek, que ce secteur étatisé avait connu un élargissement important : le gouvernement nationaliste avait alors repris les biens japonais et allemands, de sorte que l'État possédait déjà 70% des capitaux de l'industrie chinoise. Les premières années du gouvernement petit-bourgeois du PCC marquèrent donc en fait une pause dans cette évolution. Ce n'est qu'en 1953 que l'État prit des participations de 50% dans les entreprises privées et plaça à côté du propriétaire ou du gérant un directeur nommé par le parti. Enfin, l'État entama la dernière phase d'appropriation pendant l'hiver 1955 : les entreprises privées qui existaient encore furent expropriées ; mais leurs propriétaires reçurent en compensation des indemnités assez importantes et, souvent, le parti préféra continuer à employer ces entrepreneurs, en général à des postes de responsabilité, afin d'utiliser leurs compétences et de s'assurer leur collaboration au régime. Le lancement du premier Plan quinquennal

(1953-1957) assura ainsi en douceur la continuité avec l'économie de marché libre.

La production industrielle releva dès lors pour sa plus grande part de l'État bureaucratique et de lui seul, à l'exception de quelques petites industries qui furent placées sous la gestion d'administrations locales (communes populaires, brigades, municipalités). Les cadres du parti régnaient désormais en maîtres sur la production, sans aucun contrôle ouvrier, encore moins sous la direction de comités ouvriers : aussi ne peut-on pas parler de socialisation des moyens de production. Les ouvriers des entreprises d'État bénéficiaient certes d'avantages matériels (garantie d'emploi, logement, santé, retraite, loisirs). Mais ils subissaient blocage des salaires et relèvement de la productivité (stakhanovisme, par accélération des cadences et renforcement de la discipline de travail, traitements humiliants et maigres salaires pour les jeunes ouvriers en particulier), au point que des grèves se déclenchèrent en 1956 (suite à ces grèves, une augmentation de salaire fut accordée, sur laquelle le gouvernement revint dès l'année suivante). La grande majorité des ouvriers ne se reconnaissait pas dans le PCC. En 1949, ils ne représentaient que 3% des effectifs du parti (alors qu'ils avaient été jusqu'à 60% à l'époque héroïque de la construction du PCC dans les années 1920). Avec la conquête des villes, le recrutement augmenta dans les usines. Mais en 1957, malgré l'accroissement numérique du prolétariat, les ouvriers ne représentaient toujours que 14% des effectifs. Cela correspondait à peu près à l'encadrement des syndicats dont les bureaucrates, à la botte du parti, ne défendaient plus du tout la classe ouvrière, mais pratiquaient au contraire la délation : ils constituaient les « langues du parti ». Le paternalisme, le clientélisme et la corruption resurgirent.

La collectivisation des terres

Dans de cadre de consolidation du nouveau pouvoir, un mouvement de collectivisation des terres fut officiellement lancé le 16 décembre 1953, avec la création de coopératives agricoles « de type inférieur ». Chacune englobait 10 à 15 foyers. Les paysans restaient propriétaires de leurs terres, mais cultivaient déjà de façon collective l'ensemble des terres de la coopérative.

À partir de 1955 furent mises sur pied des « coopératives de type supérieur » : jardins et maisons devenaient la seule propriété privée laissée aux paysans. 96% des paysans chinois furent regroupés dans des coopératives sans que pour autant eut été développée la base technique permettant le développement de la production par la mécanisation. La production agricole dépassa toutefois légèrement à cette époque l'accroissement démographique, niveau probablement jamais atteint jusqu'alors.

Les « Cent Fleurs »

La consolidation du pouvoir du PCC par des méthodes bureaucratiques engendra à plusieurs reprises des mouvements de contestation populaire contre le régime. En

général lancés de l'intérieur même de la bureaucratie du parti par une faction contre une autre, ils finirent par mettre en cause la direction bureaucratique dans son ensemble. Ainsi, lors du mouvement des « Cent Fleurs », lancé en mai 1956, ouvriers, étudiants, enseignants, journalistes, militants, dont la plupart étaient membres du PCC, entreprirent la critique du régime et de ses abus, mirent en question la couche de nouveaux privilégiés, dénoncèrent la transformation du parti en appareil répressif et réclamèrent l'instauration d'une véritable démocratie ouvrière. Des groupes d'étudiants tentèrent de créer une organisation à l'échelle nationale et ébauchèrent dans leur presse un programme révolutionnaire pour en finir avec la bureaucratie. Mais le régime lança contre ce mouvement révolutionnaire une brutale et très violente répression.

L'histoire de la Chine maoïste fut faite de ces alternances de moments d'apparente liberté et de féroce répression, de fuites en avant et de reculs sociaux et économiques dramatiques.

Le « Grand Bond en avant »

À partir de 1957 fut lancé le « Grand Bond en avant », dont l' « objectif » officiel délirant était de dépasser en l'espace de quinze années la production de la Grande-Bretagne par l'industrialisation accélérée, par la construction, notamment, de milliers de petits hauts fourneaux ruraux, pour laquelle fut enrôlée la main d'œuvre paysanne. Afin de mobiliser celle-ci totalement pour ce travail de titan, les activités furent de plus en plus socialisées ; la structure familiale fut mise en cause ; on établit des cantines collectives, des dortoirs collectifs divisés selon les sexes ; les enfants furent élevés en commun… La voie empruntée fut lourdement bureaucratique et autoritaire, imposant des rythmes de travail effrénés et des conditions d'exploitation inouïes.

L'échec, constaté fin 1961-début 1962, n'en fut que plus rude, aboutissant à de tragiques famines (la paysannerie étant occupée aux travaux industriels, les récoltes pourrirent sur pied ; la période compta 30 millions de morts en plus de la mortalité naturelle) et à une profonde récession industrielle (l'acier produit dans ces conditions se révéla en effet inutilisable). Après cette catastrophe humaine et économique, des renvois massifs de citadins dans les campagnes furent organisés, y compris l'envoi de « jeunes instruits ». Avec l'évolution démographique, entre 1957 et 1977, 100 millions de travailleurs supplémentaires vinrent s'ajouter aux 200 millions qui y étaient déjà présents et portèrent la densité de main d'œuvre à près de trois travailleurs par hectare. Le sous-emploi, qui était déjà la plaie des campagnes chinoises d'avant-guerre, s'aggrava démesurément. À partir des années 1960, la concentration des ressources au bénéfice quasi exclusif du développement des infrastructures industrielles lourdes s'effectua aux dépens des ruraux, des consommateurs urbains et des équipements sociaux.

La « révolution culturelle »

Le déclenchement de la prétendue « révolution culturelle » ne fut qu'un avatar des contradictions internes à la bureaucratie. En effet, la « révolution culturelle » fut lancée à la fin de 1965 par une aile de l'appareil du parti, représentée par Mao-Ts--Toung, contre une autre aile, considérée comme « droitière ». Mao invita officiellement à critiquer la bureaucratie routinière. Ce fut une épuration générale, orchestrée par les « Brigades rouges » sous les ordres de Mao. Un culte de la personnalité hystérique fut développé à l'égard de Mao et de son « Petit Livre rouge ».

Mais, en même temps, comme lors du mouvement des Cent Fleurs, les masses populaires, notamment les jeunes, les ouvriers et les intellectuels, s'engouffrèrent dans la brèche ainsi ouverte et se mirent à prendre Mao au mot, en développant une critique en règle de la bureaucratie et des privilèges. Ce fut donc également un formidable mouvement de mobilisation populaire et de prise de parole, au grand dam de la bureaucratie qui en perdit un moment le contrôle. Les masses commencèrent à développer une action véritablement révolutionnaire dont l'aboutissement eût été le délogement de la bureaucratie dans son ensemble. Pour éviter cela, un revirement brutal fut opéré par Mao et ses sbires, qui firent intervenir l'armée dans la plus grande violence, à partir de 1967. Assassinats, persécutions, déportations : les victimes se chiffrent par millions.

Le PCC au pouvoir, un parti petit-bourgeois autocratique

Le pays resta donc privé de toute existence démocratique. Le PCC, Parti-État, n'était fondé que sur le centralisme et absolument pas sur la démocratie (c'est encore le cas aujourd'hui en Chine). Le pouvoir était interdit à l'écrasante majorité de la population. Même les membres du parti étaient exclus de la décision politique. Le Congrès ne se réunissait que très rarement, et seulement pour renouveler les cadres principaux du parti. Les décisions politiques n'étaient prises qu'au sein des cercles les plus restreints de l'appareil (comité central et bureau politique). La réalité du pouvoir était concentrée en fait entre les mains du Bureau politique, et même du Comité permanent du Bureau Politique. Le groupe des dirigeants suprêmes, organisant la soumission totale des individus, n'était lui-même subordonné à aucun contrôle, ni pour nommer les cadres à des postes clés, ni pour prendre des décisions politiques.

Enfin, la politique extérieure du PCC, se ralliant comme Staline à la doctrine du prétendu « socialisme dans un seul pays », a quant à elle consisté en un soutien total aux opérations contre-révolutionnaires de la bureaucratie soviétique et des partis communistes partout dans le monde, notamment au moment de l'écrasement du mouvement ouvrier est-allemand en 1953 et du soulèvement révolutionnaire hongrois et polonais de 1956. Après la rupture entre l'URSS et la Chine, celle-ci n'a eu qu'une

influence très limitée à l'échelle internationale (sauf dans la péninsule indochinoise), subordonnant toujours l'activité de ses partisans étrangers à ses propres intérêts d'État et aux privilèges de ses dirigeants.

Conclusions

En conclusion de cette série d'articles sur les « problèmes de la révolution chinoise », on peut constater tout d'abord que le PCC s'est toujours davantage éloigné du marxisme révolutionnaire, tant par la stratégie d'alliance avec la bourgeoisie qui fut la sienne de manière presque ininterrompue de 1923 à 1927, puis de 1937 à 1953, que par son refus corrélatif de se construire dans la classe ouvrière après 1927. Or on a vu, en étudiant la politique du Kuomintang et de Tchang-Kaï-Tchek dans les années 1920, qui aboutit à l'élimination sanguinaire de milliers de militants communistes chinois en 1927, combien la classe bourgeoise, fût-elle anti-impérialiste par nationalisme, restait l'ennemie irréductible de la classe ouvrière, et que la moindre menace révolutionnaire sur ses positions entraînait automatiquement de sa part une réaction contre-révolutionnaire violente. Pourtant, les dirigeants du PCC n'ont pas hésité à reprendre cette tactique du bloc des quatre classes de 1937 à 1952-1953. Son abandon à cette date ne fut que le fruit de la peur, née dans l'appareil bureaucratique, de se voir renversé par l'ancienne bourgeoisie qui se renforçait.

En second lieu, on remarquera que, à partir de 1949, jamais l'appareil d'État n'a été dirigé ou même simplement contrôlé par la classe ouvrière : celle-ci fut totalement exclue du processus de décision, le Parti-État restant aux mains d'une caste de dirigeants petits-bourgeois, intellectuels pour la plupart, issus de la paysannerie pour certains cadres de formation militaire. Jamais de véritables soviets ouvriers et paysans ne s'organisèrent pour prendre en charge eux-mêmes leur destin et l'organisation des structures sociales et économiques du pays. Au contraire, le parti lutta contre toute tentative d'auto-organisation des masses. Le prolétariat fut surexploité, brimé, il lui fut interdit toute initiative politique, toute maîtrise de son propre destin, tout contrôle sur les dirigeants économiques et politiques.

Ce qui a dominé en fait, dans la « Chine populaire » de l'après 1949, c'est la propriété d'État, qui ne saurait être confondue avec la socialisation réelle des moyens de production. De fait, loin de commencer à dépérir comme c'eût été le cas d'un État ouvrier dès sa constitution, l'État chinois du PCC est devenu de plus en plus bureaucratique, tentaculaire et oppresseur des classes populaires, à commencer par la classe ouvrière. Finalement, la fraction la plus droitière du PCC a triomphé au milieu des années 1970 avec l'arrivée à la tête de l'État de Deng Xiaoping, dont la politique a consisté à réintroduire progressivement le capitalisme privé étranger en Chine, jusqu'à aujourd'hui, où l'économie chinoise est soumise à un traitement de choc, au prix d'un désastre social sans précédent, pour s'adapter aux normes du marché capitaliste mondial.

Mais c'est bien depuis 1949 que les masses travailleuses sont intégralement soumises à la dictature d'une minorité infime de dirigeants privilégiés indépendants du peuple. Dès lors, il est clair que, contrairement à ce que soutiennent de nombreux « trotskystes » (aussi bien les « pablistes » du Secrétariat unifié que les lambertistes, les morénistes et d'autres groupes issus de ces courants), on ne peut parler au sujet de la Chine d'un « État ouvrier », même « déformé ». L'étatisation des moyens de production ne saurait suffire pour définir un État comme « ouvrier », et aucun État ouvrier ne peut naître (par quel miracle ?) en l'absence d'une révolution ouvrière. La constitution d'un État ouvrier, de la dictature du prolétariat, en un mot du pouvoir des travailleurs, par les travailleurs, pour les travailleurs, est un acte décisif de l'émancipation de la classe ouvrière par la classe ouvrière elle-même (en alliance avec les autres classes exploitées et opprimées, en particulier la paysannerie pauvre). Elle se confond donc avec l'auto-organisation des masses expropriant les capitalistes et les propriétaires fonciers et les bureaucrates de tout poil, donc avec l'existence de soviets dans tout le pays et en particulier dans les grandes villes. Et l'on reconnaît une telle révolution au fait qu'elle est et ne peut être qu'une révolution permanente, donc une révolution internationale progressant jusqu'au socialisme.

Laura Fonteyn, le 15 novembre 2003